

ditions, il paraît établi que la fourniture de céréales par tête d'habitant des villes est aujourd'hui inférieure en U.R.S.S. à ce qu'elle était en 1913.

Cette disproportion s'est encore accentuée depuis la deuxième guerre mondiale. Khroutchev a évalué la production agricole globale de 1952 comme étant supérieure à ce qu'elle était en 1940 (*Isvestia*, 15 septembre 1953). Or, dans la production de 1952 est comprise celle des pays annexés à l'U.R.S.S. qui n'étaient pas comptés en 1940 (pays baltes, Bessarabie, Pologne orientale, etc.). Sur l'ancien territoire soviétique, la production est donc restée pratiquement sta-

tionnaire depuis 1940, alors que la production industrielle a doublé !

Du rapport de Khroutchev au C.C. de septembre 1953 on peut déduire quelques ont été les conséquences néfastes pour la population soviétique de cette disproportion croissante entre l'industrie et l'agriculture. De 1926 à 1952, déclare Khroutchev, la quantité de viande fournie au marché a doublé; mais pendant la même période, le nombre des consommateurs urbains servis par ces livraisons a triplé. Il en est résulté une réduction très nette de la consommation de viande, qui est encore maintenant inférieure à ce qu'elle était sous la N.E.P.

LES MEFAITS D'UNE FAUSSE POLITIQUE DE CONTRAINTE ET DE « PRIORITES »

Aux facteurs de disproportions *dynamiques* — résultant de l'évolution de l'économie et des décisions en matière d'investissements — s'ajoutent les méfaits d'une *discrimination* institutionnelle, c'est-à-dire d'une politique de la bureaucratie qui ne satisfait les besoins de l'agriculture que lorsque tous les autres secteurs de l'économie ont déjà été satisfaits.

On connaît les conséquences catastrophiques produites par le cours de « collectivisation forcée » de Staline : en quelques années, le cheptel soviétique fut réduit de plus de 50 %. Aujourd'hui encore, il n'a pu revenir à la situation d'avant 1928.

En s'efforçant d'orienter la production agricole avant tout vers les plantes industrielles, la bureaucratie a établi des échelles arbitraires de prix qui détournent les paysans de la production de produits aussi importants que les pommes de terre, les légumes et les fruits. En établissant un système d'approvisionnement prioritaire pour les moyens de transport, l'électricité, les matières premières, les moyens de production, on a établi en fait un système de discrimination aux dépens de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. Ainsi, on apprend maintenant que 50.000 kolkhoz — 53 % du nombre total des coopératives agricoles — devront obtenir d'urgence de nouvelles installations d'eau (pompes, canalisations et puits) au cours de 1954-55. On imagine sans difficulté ce que fut leur situation à ce sujet au cours des dernières décades. D'après le texte du décret sur les légumes (*Isvestia*, 29 septembre 1953), le transport par rail des légumes avait été relégué au dernier rang des priorités, de sorte que les primeurs même pourrissaient avant d'être acheminées aux lieux de destination. Dans le décret sur l'industrie alimentaire (*Isvestia*, 30 octobre 1953) on apprend en passant que les entreprises de ce secteur souffraient de nombreuses coupures de courant élec-

trique et d'arrêts consécutifs de toute production, etc.

Plus importants encore se sont avérés les méfaits de la structure agricole hybride, résultant des zigzags successifs de la politique stalinienne. Le maintien d'un impôt agricole très lourd — sous forme de livraisons de produits à l'Etat à des prix très bas, sans rapport avec les coûts de production — même pour les kolkhoz pauvres — fait que pour un nombre important de paysans, les revenus du petit lopin privé qui leur est accordé sont plus importants que ceux obtenus de l'entreprise coopérative. Le cheptel privé dépasse largement en importance le cheptel kolkhozien : d'après le rapport de Khroutchev au C.C. de septembre 1953, on comptait en 1940 20,8 millions de vaches propriété privée contre 5,2 millions vaches propriété kolkhozienne et 1,8 million vaches dans les kolkhoz (*Isvestia*, 15 septembre 1953). Depuis 1946, le gouvernement a cherché à modifier cette situation par des mesures fiscales qui obligèrent les paysans à livrer ou à abattre une importante partie de leur cheptel. Il ne s'en est pas suivi un accroissement substantiel du cheptel kolkhozien, mais seulement une réduction du cheptel dans son ensemble.

Le manque d'intérêt des kolkhoziens pour la production kolkhozienne représente également la cause déterminante de toute la désorganisation qui prédomine dans la planification agricole, dans l'utilisation des machines agricoles, dans la mauvaise gestion des fermes coopératives, etc. Les producteurs sont encore moins associés à l'élaboration et au contrôle du plan dans l'agriculture qu'ils ne le sont dans l'industrie. De ce fait tous les plans obtiennent un caractère formel, un caractère de « papier » que la presse soviétique ne cesse de dénoncer depuis six mois sans remonter, bien entendu, aux sources véritables de ce phénomène. Les mesures de concentration des kolkhoz, prises il y a quelques années, semblent avoir accentué cette désorganisation.